TL1590

Précis d'informations sur Timor-Est

—Situé à l'extrême sud-est de l'archipel de la Sonde et au nord-ouest de l'Australie, l'île de Timor faisait partie (début du 16ème siècle) de l'empire colonial portugais.

La partie ouest de l'île, occupée par les hollandais (fin du 17ème siècle) devint indépendante en 1949, au sein de l'Indonésie (à l'exception de l'enclave du Oe-Cussi).

—Le 25 avril 1974, le pouvoir issu de la révolution portugaise reconnaît le "droit à l'autodétermination et à l'indépendance" des territoires jusqu'alors sous sa domination.

—Le 7 décembre 1975, le "processus de décolonisation" est interrompu à Timor-Est par l'invasion militaire indonésienne, invasion qui se heurte à une forte résistance populaire et armée, celle-ci conduite par le FRETILIN (Front révolutionnaire de Timor-Est indépendant).

—Le 12 décembre 1975, l'assemblée générale de l'ONU adopte la première résolution qui demande à tous les Etats de respecter le droit inaliénable du peuple du Timor portugais à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance et à l'Indonésie de retirer ses troupes sans délai.

—En 1976, au mépris des règles internationales l'Indonésie annexe Timor-Est et en fait sa 27ème province. Cette annexion (que l'ONU ne reconnaît pas reconduisant le Portugal comme "puissance administrante" de Timor-Est) est massivement refusée par les Timorais.

—Confrontée à une ferme opposition l'armée indonésienne déclenche une sucession d'opérations militaires qui dévastent le territoire et déciment la population. Des villages sont détruits, le bétail tué ou volé, 200 000 Timorais sont regroupés dans des camps où sévissent la famine et les maladies, un tiers de la population timoraise (200 à 250 000 personnes) est tuée les premières cinq années.

Cette politique d'anéantissement se poursuit pendant 14 ans dans un territoire isolé, fermé à toute observateur étranger, sans parvenir à soumettre la population ni à détruire définitivement la résistance armé.

Celle-ci pourtant proche d'être réduite en 1979 se réorganise et dès 1981, avec Xanana Gusmão à sa tête, s'engage dans un processus d'unité politique. Elle crée, en 1987, le "Conseil National de la Résistance Maubere" élargi à tous les courants d'opinions timorais et détache les FALINTIL - "Forces Armées de Libération Nationale" du FRETILIN. Elle est aujourd'hui, quelle que soit alors sa force militaire réelle, le symbole de la résistance patriotique à l'occupant.

Cette résistance à l'occupation, ce déni de l'annexion trouvent un nouveau souffle en 1989, à la faveur d'une ouverture partielle du territoire par les indonésiens. Des jeunes Timorais s'acharnent à informer l'extérieur de la situation à Timor-Est (manifestations à l'occasion de la visite du Pape, d'un ambassadeur des USA, à Dili, pétitions aux instances internationales, contacts avec les quelques touristes de passage, organisation de rencontres avec des leaders de la résistance).

C'est dans ce contexte tendu que les Timorais attendent la visite d'une délégation parlementaire portugaise sous les auspices de l'ONU en novembre 1991, visite qui,

sabotée par le pouvoir indonésien, n'aura pas lieu provoquant une frustration immense parmi les Timorais.

Le 12 novembre 1991— Informés de la présence du rapporteur spécial des N.U. sur la torture et de quelques journalistes à Dili, 3 000 à 3 800 personnes s'organisent en procession jusqu'au cimetière de Santa Cruz où une cérémonie est prévue en mémoire de Sebastião Gomes, tué le 28 octobre par des militaires.

La procession prendra vite une allure de manifestation pour l'indépendance, des banderoles sont déployeés "L'INDEPENDANCE C'EST CE QUI NOUS ANIME", des jeunes sont juchés sur le mur du cimetière.
Des militaires surgissent et armées de fusils mitrailleurs tirent dans la foule. Sur le coup, entre 75 et 100 manifestants sont tués, 89 blessés gravement sont transportés vers l'hôpital militaire et y sont torturés. La répression s'est poursuivie. Le bilan de cette opération militaire indonésienne: 271 tués, 250 disparus et 382 blessés, tous identifiés.

1992 — Alors que la pression internationale ne cesse d'augmenter, le nouveau chef militaire à Timor-Est, Theo Syafei, est déterminé à venir à bout de la résistance. Il referme le territoire d'où les informations ne filtrent plus qu'au compte-goutte, intensifie les opérations militaires, infiltre les réseaux d'information, menace l'Eglise timoraise, torture et emprisonne. Le 20 novembre, Xanana Gusmão est capturé à Dili. Des centaines de personnes sont raflées, torturées et "disparaissent" à cette occasion. Le commandement du CNRM passe au numéro 2, Mau Huno, qui opte pour une reprise de l'offensive militaire.

1993 — La résistance écrasée? Malgré les déclarations indonésiennes, les opérations de la guerilla font plus de 70 victimes parmi les troupes d'occupation en décembre 1992 et un nombre non précisé en janvier 1993. Capturé en Avril, à la suite d'affrontements militaires, Mau Huno est remplacé par Konis Santana. Eloignant journalistes et diplomates du procès, le pouvoir indonésien condamne Xanana Gusmão à la prison à vie le 21 mai, l'interdisant de lire sa défense. Xanana et autres prisonniers politiques timorais ont été transférés vers l'Indonésie, en violation des Conventions de Genève, qui interdit notamment le transfert de prisonniers hors du lieu où ils vivent.

En mars dernier la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU, à Genève, condamne l'Indonésie par une résolution qui demande, entre autres, la libération immédiate de tous les prisonniers non engagés dans des activités violentes, l'ouverture du territoire aux organisations humanitaires et de défense des droits de l'homme, et la visite sur place du Rapporteur spécial sur la torture, du Rapporteur spécial sur les éxecutions extra-judiciaires, sommaires et arbitraires, du Groupe de travail sur la détention arbitraire et du Groupe de travail sur les disparitions involontaires. Condamnation renforcée en Août, à la Sous-Commission.

En Septembre dernier une nouvelle rencontre a eu lieu, à New York, (suite à celle de Rome en Avril) entre le Portugal et l'Indonésie en présence du secrétaire-général de l'ONU. L'Indonésie se déclare disposée à autoriser l'entrée d'organisations internationales à Timor-Est. La réalité est tout autre: surveillance des délégations suédoise et américaine, qui ont récemment visité le territoire, emprisonnements et répression afin d'éviter toute manifestation. Les Timorais sont non seulement surveillés mais de plus en plus pauvres. A l'égard de ce qui se passe au Tibet, la colonisation de Timor-Est se fait aussi par un phénomène de transmigration de populations extérieures. Ce sont ces arrivants qui goûtent le soi-disant développement économique que les nouveaux colonisateurs ne cessent de glorifier. 40% des enfants timorais ne dépassent pas l'âge de 3 ans.
Au Comité de Décolonisation la CEE, demande l'accès de la Croix Rouge International aux prisonniers politiques et réaffirme son attachement à la résolution de Mars à Genève. Sénat et Congrès USA veulent bloquer toute aide et vente militaire à l'Indonésie.

AGIR POUR TIMOR — 22 bis, rue Jouvenet — 75016 Paris